



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°270 (6 NOVEMBRE 2022)

LES ÉTATS-UNIS À L'HEURE DES MIDTERMS

LES ÉTATS-UNIS À L'HEURE DES MIDTERMS

Introduction

Philippe Meyer :

Mardi 8 novembre, les Américains sont appelés aux urnes pour renouveler l'ensemble des sièges de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat de Washington, ainsi que pour une multitude de scrutins locaux, depuis les gouverneurs de certains États jusqu'aux shérifs, en passant par les élus des Parlements locaux. Si en général le parti du président en exercice perd des élus lors de ce scrutin, les démocrates pourraient cette année conserver le contrôle du Sénat, où les dernières projections du site *FiveThirtyEight* - qui fournit une synthèse statistique des sondages d'opinions relatifs aux élections - les donnent au coude-à-coude avec les républicains. Selon les sondages, ceux-ci sont en revanche largement favorisés pour la Chambre des représentants, du fait notamment d'une carte électorale favorable. Les démocrates disposent actuellement de 223 sièges sur 435 à la Chambre et de 50 sièges sur 100 au Sénat, où la voix de la vice-présidente, Kamala Harris, leur permet de faire pencher la balance.

Les préoccupations des deux camps sont assez différentes d'après le sondage CNBC-All America Survey. Les républicains sont très sensibles aux problèmes d'immigration et de criminalité, les démocrates plus inquiets sur les menaces qui pèsent sur la démocratie. L'inflation serait le principal souci des indépendants. Selon un récent sondage du *New York Times* et de l'université de Sienne, 71 % des électeurs américains jugent leur démocratie en danger, mais ils ne sont que 7 % à y voir le problème le plus important auquel le pays est confronté. Ils ont des priorités plus immédiates : les États-Unis connaissent leur taux d'inflation le plus élevé depuis quarante ans ; pour la première fois depuis un demi-siècle, l'avortement n'est plus un droit protégé au niveau fédéral ; partout les gens ont le

sentiment que la criminalité s'aggrave – si ce n'est chez eux, au sein des grandes villes voisines. Selon un décompte du Washington Post, plus d'un candidat républicain sur deux (291 sur 560) engagés dans une élection le 8 novembre a mis en doute ou rejeté le résultat de la dernière présidentielle. Dans le sondage du *New York Times*, 71 % des républicains se disent prêts à voter pour un candidat qui estime que l'élection de 2020 a été volée. C'est aussi le cas de 37 % des électeurs indépendants et, étonnamment, de 12 % des démocrates.

Dans un discours solennel et dramatique, prononcé le 2 novembre, Joe Biden a déclaré :« *La démocratie est en jeu* » lors du scrutin, en mettant en cause – sans le nommer – Donald Trump et le mouvement *Make America Great Again* (MAGA), qui lui est affilié. « *C'est la voie vers le chaos en Amérique* », a-t-il souligné indiquant que « *plus de 300* » candidats républicains se présentent en refusant de s'engager à reconnaître le résultat. L'agression, le 28 octobre, de Paul Pelosi, le mari de Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, a rappelé la propagation d'une culture de violence issue de l'extrême droite.

Kontildondit

Richard Werly :

J'étais en effet aux Etats-Unis il y a quinze jours, pas à Washington, mais dans l'Amérique profonde, dans l'Etat du Wyoming d'abord, puis au Colorado et enfin au Nouveau-Mexique. Le Wyoming est l'Etat le moins peuplé du pays, on en a entendu parler récemment car c'est sa représentante Liz Cheney qui présidait la commission d'enquête sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. Elle était candidate à sa reconduction mais a perdu pendant les primaires.

Le premier élément qui m'a frappé au Wyoming (Etat très conservateur), c'est d'avoir entendu beaucoup de Républicains déclarer que Trump lui-même leur importait moins que les politiques qu'il avait mises en place. Certes, le Wyoming est un Etat minier (charbon, uranium, pétrole), et le lobby des industries extractives a été particulièrement choyé durant sa présidence. Mais tout de même, j'ai trouvé cela assez significatif. On sait que le *Grand Old Party* s'est radicalisé, que les trumpistes le contrôlent, et que bon nombre d'élus Républicains ne reconnaissent toujours pas les résultats de la dernière présidentielle. On voit pourtant poindre un certain ras-le-bol face à l'incompétence de Trump et à ses outrances. Les gens qui disent qu'ils vont voter Républicain seraient prêts à voter pour un autre candidat que Trump, pourvu qu'il ait les mêmes idées, mais qu'il présente mieux.

Ensuite, il y a clairement un problème d'incarnation du côté Démocrate, avec le tandem Joe Biden / Kamala Harris. Pour plusieurs raisons (l'âge du président, l'origine californienne de la vice-présidente, mal vue dans les Etats les plus conservateurs), le duo au sommet de l'Etat est à la peine, et ce n'est pas un hasard si Barack Obama vient énormément à la rescousse en meeting. Le Parti Démocrate n'est pas tiré vers l'avant par les chefs de l'Etat.

Enfin, le reste du monde n'a aucune place dans les préoccupations des Américains, à une seule exception près : la Chine. C'est le seul enjeu, l'Ukraine

est assez marginale, quand à l'Europe, on n'en parle absolument pas. C'est un avantage pour Trump, qui avait fait du combat anti-Chinois un de ses chevaux de bataille.

Ce qui m'a le plus effrayé personnellement dans cette zone des montagnes rocheuses, c'est le désert médiatique. Les seules sources d'information disponibles sont les réseaux sociaux et la télévision, *Fox News* en tête. Dans de nombreux comtés de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, il n'y a plus un journal digne de ce nom. C'est très effrayant. Par exemple, le *Press Club* de Denver est le plus ancien des Etats-Unis. Le bâtiment d'origine est toujours là, et quand vous y entrez, vous voyez les nombreux prix Pulitzer gagnés par le *Denver Post*. A côté du *Denver Post* d'aujourd'hui, *La Dépêche du Midi* est un journal de référence ...

François Bujon de l'Estang :

Je commence par une parenthèse : les gens disent toujours que les élections de mi-mandat ont lieu le premier mardi de novembre. C'est une erreur (sinon elles auraient eu lieu cette année le 1er novembre, et non le 8), elles ont lieu « *le mardi qui suit le premier lundi de novembre* ». C'est une originalité des pères fondateurs.

Une espèce de loi d'airain veut que les élections de *midterm* soient toujours défavorables à l'administration en place. Elles remplacent la totalité des membres de la Chambre des Représentants (dont les mandats ne durent que deux ans, renouvelables indéfiniment). Depuis la guerre de sécession, 39 élections de mi-mandat ont eu lieu, et dans les 39 cas, la majorité a basculé en faveur du parti d'opposition. Dans certains cas, les revers ont été particulièrement sévères ; ainsi les élections de 1994 avaient entraîné un basculement total du Congrès, ce qui a valu au président Clinton six ans de Congrès hostile sur ses huit ans de présidence. En 2010, Barack Obama avait aussi essuyé une sévère défaite. Je ne me risquerai pas à des pronostics, mais tout le monde ou presque s'accorde à

penser que le président Biden va perdre sa majorité à la Chambre des Représentants. Les Démocrates n'y ont pour le moment que huit sièges d'avance. C'est moins évident au Sénat, où les candidats sortants sont bien plus nombreux chez les Républicains que chez les Démocrates. Il se peut que les Démocrates parviennent à sauver les meubles, voire à conserver une courte majorité. Comme d'habitude, ce seront quelques *swing states* qui seront décisifs. Notamment l'Ohio, la Pennsylvanie et la Géorgie. Il faudra également garder un œil sur les gouverneurs, dont 36 sont soumis à une réélection, et là encore, plus nombreux chez les Républicains.

La fin de mandat de M. Biden sera incontestablement difficile, mais ce n'est pas la fin du monde, c'est même une tradition américaine que de négocier et de trouver des compromis bipartisans. Et Joe Biden est un vieux routier du Sénat, avec six mandats à son actif, soit 36 ans au Congrès.

Plusieurs sujets sont très importants pour l'élection : l'immigration, la criminalité, l'avortement. Mais c'est l'économie qui sera cruciale et décidera du résultat. Or la situation économique est préoccupante. Elle n'est pas épouvantable car le taux de croissance du pays reste à +2,6%, avec le plein emploi. Malgré tout, l'inflation est plus élevée qu'elle ne l'a été depuis 40 ans, et la menace de récession est sérieuse.

Et il y a le problème de la personne de Joe Biden. Ce problème d'incarnation qu'évoquait Richard. Il est le président le plus âgé de l'Histoire du pays, un certain nombre d'observateurs s'inquiètent même de le voir vieillir vite. Sa popularité est en baisse, et d'une manière générale, il dégage une impression de fragilité.

Si l'atmosphère est si anxiogène, c'est aussi à cause de l'extrême polarisation de la vie politique américaine. Républicains et Démocrates sont plus opposés que jamais, et sur un mode extrêmement agressif. La récente agression du mari de Nancy Pelosi est un symptôme de cette violence latente dans la politique américaine. Elle se retrouve partout dans l'attitude et la rhétorique des uns et des

autres. L'héritage du 6 janvier 2021, et plus largement de l'administration Trump, est terriblement lourd à porter. C'est véritablement la démocratie représentative qui est mise en cause, avec le développement d'un négationnisme : 70% des élus Républicains disent encore que l'élection de 2020 a été volée, à l'encontre de tous les éléments de preuve et de toutes les décisions de justice.

Ce négationnisme se manifeste de deux façons : refuser de reconnaître la légitimité de l'administration en place d'une part, mais aussi annoncer par avance qu'on ne reconnaîtra pas les résultats de l'élection s'ils sont défavorables. Ce « bolsonarisme » est très grave et montre à quel point la démocratie américaine est en danger.

Michaela Wiegel :

Même si nous sommes habitués à ce que les élections de mi-mandat entraînent un changement de majorité à la chambre des représentants, le cas de figure actuel est pourtant inhabituel, puisqu'on a l'impression d'assister au « match retour » de Donald Trump, qui se trouvait en Pennsylvanie, d'où il a annoncé une vague rouge géante à venir, tout en mettant en doute le résultat des urnes avant même que le vote n'ait commencé. Cela justifie le discours très alarmiste du président Biden. Quand il dit que la démocratie est menacée, ce n'est pas de la dramatisation, c'est véritablement le cas. Notons que l'agresseur du mari de Nancy Pelosi avait les mêmes mots que les insurrectionnaires du Capitole en janvier 2021 : « *Where is Nancy ?* » Le choc du 6 janvier 2021 n'est toujours pas passé, on peut voir des images de Nancy Pelosi absolument choquée de voir que le président Trump ne faisait rien pour arrêter cela. Le silence de la Maison Blanche était total. L'Etat de droit a été attaqué dans ses fondamentaux ce jour là, et cela a été trop vite oublié. Nous en voyons les suites aujourd'hui.

J'aimerais évoquer un aspect de ces élections qui nous préoccupe beaucoup en Europe : les conséquences sur la guerre en Ukraine. Un changement de majorité au Congrès changerait-il quelque chose concernant le soutien des Etats-Unis à

l'Ukraine ? La majorité de l'aide militaire fournie à l'Ukraine étant financée par les USA, on est en droit de se poser la question. Kevin McCarthy, qui pourrait devenir le nouveau président de la Chambre des Représentants (succédant ainsi à Nancy Pelosi) a dit qu'il y avait d'autres problèmes plus urgents (notamment l'immigration mexicaine), et qu'on n'allait pas « *faire un chèque en blanc aux Ukrainiens* ». Le président Zelensky s'est immédiatement déclaré choqué dans le *Financial Times*. Une partie des Républicains considère que l'argent doit rester aux Etats-Unis et se désintéresse du reste du monde. M. McCarthy a cependant été contredit par Michael McCaul, un autre Républicain, membre de la Commission des Affaires Étrangères. Ce dernier a déclaré qu'un changement de majorité ne changerait rien, et que le soutien à l'Ukraine ne cesserait pas. Le parti Républicain est donc divisé, entre ceux qui restent interventionnistes et ceux qui se replient sur les affaires intérieures.

Jean-Louis Bourlanges :

Nous vivons un moment tout à fait particulier, et franchement préoccupant. Pour toutes les raisons analysées plus haut, la situation est très défavorable aux Démocrates. Structurellement, les midterms sont traditionnellement défavorables à l'administration en place, mais il y a aussi des éléments de conjoncture : les débats qui sont sur la table sont plus favorables aux Républicains. Les Démocrates comptent sur la question de l'avortement. Elle est importante, mais je crois qu'elle a été éclipsée par l'inflation. C'est une grande vulnérabilité du président Biden. Son programme économique d'avril 2021 était sans doute trop dispendieux, même aux yeux d'un Français (c'est dire). D'autre part, il y a les problèmes de sécurité et de violence, eux aussi fondamentaux.

Le Parti Républicain est-il soluble dans le trumpisme ? L'offensive de Donald Trump, qui doit déboucher sur sa candidature, aura-t-elle un effet traumatisant sur les Républicains ? Bon nombre d'entre eux se passeraient de lui volontiers, car Trump est une personnalité inutilement clivante, et sans doute a-t-il réduit les

possibilités de développement du Parti. L'emprise de Trump sur le *Grand Old Party* est très forte. Le camp de ceux qui récusent Joe Biden et nient sa légitimité va-t-il l'emporter ?

Mais au delà du jeu politicien entre les deux camps, il y a tout lieu de désespérer devant l'évolution de cet immense pays. La démocratie américaine est la mère de toutes les autres, et voilà qu'elle s'effondre, intellectuellement et moralement. L'effondrement intellectuel s'explique sans doute par ce que disait Richard au sujet du désert informatif. *Fow News* ou les réseaux sociaux présentent les thèmes débattus d'une façon absolument grotesque et caricaturale, avec le retour à des thèses obscurantistes, créationnistes, une interprétation dérisoirement fixiste de la Bible, et surtout une remise en cause des fondamentaux de la démocratie. Il n'y a pas le plus petit élément de doute sur la victoire de Joe Biden en 2020, et pourtant 72% des élus Républicains la contestent. Et c'est encore plus inquiétant pour les élections à venir ; on sait d'ores et déjà qu'à certains endroits, des gens vont tout faire pour empêcher les suffrages de s'exprimer. C'est quelque chose dont on n'a pas fini de mesurer la gravité. Tout cela est totalement nouveau. Dieu sait que la démocratie américaine n'a jamais été parfaite, les problèmes raciaux ont par exemple toujours été très graves, mais on est désormais au-delà de tout cela, c'est le pacte fondateur des Etats-Unis qui est remis en cause.

Et puis il y aura des conséquences pour les Européens. Depuis l'invasion de l'Ukraine de février dernier, les Etats-Unis ont effectué un retour en force, particulièrement bien conduit par l'administration Biden. Les réactions ont été très fermes, très intelligentes, très responsables et elles ont eu des bons résultats. S'agit-il de la préfiguration d'un retour de l'Amérique à ses valeurs fondamentales, qui firent la gloire de Truman et d'Eisenhower, ou assistons-nous au contraire au chant du cygne de cette Amérique, juste avant qu'elle ne s'enfonce dans l'isolationnisme ? Cela aurait pour nous des conséquences terribles, parce que l'Europe est totalement démunie sur le plan de sa sécurité.

Le réveil de l'OTAN a entraîné une mise en sommeil de la Défense européenne. Si nous avons un retour de balancier trumpiste aux prochaines présidentielles américaines, nous serons dans une situation de fragilité et de vulnérabilité extrêmes. Pour ma part, je ne sens ni en France ni en Europe les forces de mobilisation contre toutes les menaces dictatoriales qui pèsent sur le monde actuel. Je suis véritablement très inquiet.

François Bujon de l'Estang :

Comme Jean-Louis et Michaela, je tiens à souligner que les enjeux sont absolument vitaux pour l'avenir de la démocratie représentative, il ne s'agit pas de dramatisation. Le négationnisme issu du trumpisme est une catastrophe pour la démocratie. Tous les fondamentaux sont remis en cause par des gens qui ne veulent plus respecter les règles du jeu.

Peut-être que certains Républicains ne sont pas emballés par la personne de Donald Trump, mais il ne faut pas se faire d'illusion : Donald Trump tient le parti dans sa main, il le contrôle totalement. Il attend le résultat des élections de mi-mandat pour annoncer sa candidature pour 2024. Il est prêt, il veut sa revanche, et s'il revient au pouvoir, il n'est pas près de le céder. Le 6 janvier 2021 était une tentative de coup d'Etat. Manqué, certes, mais c'était un comportement factieux. En ce qui concerne l'Ukraine, je crains que l'aide américaine ne faiblisse, mais pas à cause d'un changement de majorité. Jusqu'ici, l'aide à l'Ukraine a été un sujet d'accord bipartisan. Ce le sera encore après l'élection de mardi, mais une usure va se faire sentir. La pulsion isolationniste est forte côté Républicain, et je crains que la lassitude ne gagne.

Michaela Wiegel :

A propos du désert médiatique, je voulais revenir un instant sur Twitter, qui joue un rôle prépondérant dans la vie politique. Le récent rachat de la plateforme par Elon Musk est très préoccupant : il a tout de suite publié un tweet (avant de

l'effacer) accréditant la thèse que le mari de Nancy Pelosi avait menti. Le milliardaire est donc allé dans le sens des conspirationnistes, qui de toutes façons se fichent des preuves. J'ai l'impression que nous ne pouvons pas nous croire à l'abri de ces tendances en Europe, car nous ne nous sommes toujours pas donnés les moyens de réglementer cette désinformation. Elle ne vient plus seulement de la Russie désormais.

Richard Werly :

Dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, on constate un virus, et un échec. Le virus est celui du mensonge. Le mensonge paye politiquement. Sitôt Twitter en sa possession, Elon Musk a également twitté que la publicité était formidable, et une source d'information fiable. Trump a instillé l'idée que le mensonge paye. Dans un pays obsédé par le profit, cela a une importance énorme. L'échec est celui de Joe Biden. Certes, il ne pouvait guère en aller autrement en seulement deux ans, mais il n'a pas reconquis la classe moyenne. Le président américain a perdu son pari : la classe moyenne américaine n'a pas du tout été récupérée par les Démocrates. Elle est au contraire obsédée par ce qu'elle perçoit comme les « diktats » d'une élite californienne (technologie, écologie, etc.). Cet échec auprès de la classe moyenne contribuera très certainement à expliquer le résultat du vote de mardi prochain.

Jean-Louis Bourlanges :

Je ressens un sentiment de malaise depuis plusieurs années, et il va croissant. A vrai dire, nos analyses de ce qui se passait aux Etats-Unis ont constamment été en retard. Quand M. Trump a commencé sa campagne présidentielle de 2016, il a dit des choses absolument inimaginables du point de vue de la *political correctness*, du genre : « *les ouvriers, je les connais bien, j'en ai licencié des milliers* », sans compter les horreurs sur les femmes, etc. J'ai été de ceux qui pensaient que cet homme était fini. Or, il s'est immunisé contre le politiquement

correct. Puis il a été élu, à la surprise de la plupart des observateurs. On a aussitôt dit qu'il allait s'effondrer, car son programme n'était pas sérieux. Or il ne s'est pas effondré. Et sans la Covid, il aurait très vraisemblablement gagné l'élection suivante. Ce qui nous apparaissait comme une anomalie fondamentale est devenu la norme.

Puis il y eut l'affaire du Capitole, que nous avons tous regardé avec effroi, mais nous nous disions : « *cette fois, bas les masques* ». Or ce n'est toujours pas fini. Désormais une bonne partie de la société américaine considère que Biden a volé son élection. Je vis un peu la même chose en France, cette sensation du *mutatis mutandis*. Nous disons et pensons des choses, nous faisons des analyses que nous aurions eu honte de faire il y a quinze ou vingt ans. Cette régression fondamentale n'est pas propre à la France ou aux Etats-Unis, on la sent à l'œuvre un peu partout. En Italie, même si Mme Meloni est remarquablement habile dans sa gestion, on a tout de même le retour d'un parti originellement fasciste, on a cette tension extraordinaire au Brésil, le Royaume-Uni a donné l'impression de vaciller en profondeur, la Chine se durcit extraordinairement, on a un fort raidissement religieux en Inde, on a eu la répression du printemps arabe ... Comment en est-on arrivé là ? Soixante-quinze ans après la fin de la seconde guerre mondiale, comment se fait-il qu'on soit un peu partout prêt à tordre le cou aux principes qui ont fait de ces années de belles années (au moins en Occident) ? Ce furent des années de prospérité et de reconnaissance de l'Etat de droit, comment peut-on tourner le dos à tout cela ? C'est vertigineux.